

**GROUPEMENT DE COMMUNES
FERRIÈRE-SUR-BEAULIEU ET
BEAULIEU-LÈS-LOCHES**

**FOURNITURE DE REPAS
POUR LE SERVICE DE RESTAURATION
SCOLAIRE MUNICIPALE**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES
ENTREPRISES**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Marché pris en application de l'article 30 du
Code des Marchés Publics**

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

Maître d'ouvrage :

Groupement de communes
Ferrière-sur-Beaulieu
Mail Mairie
37600 FERRIÈRE-SUR-BEAULIEU
Tél. : 02 47 59 00 16
Fax : 02 47 91 62 27
e-mail : mairie.ferrieresurbeaulieu@wanadoo.fr

Beaulieu-lès-Loches
Place du Maréchal Leclerc
37600 BEAULIEU-LÈS-LOCHES
02 47 91 94 94
02 47 91 51 97
mairie.beaulieu37@wanadoo.fr

Objet de la consultation :

Fourniture de repas en liaison froide pour le service de restauration scolaire.

Remise des offres :

Délai de validité : 120 jours

Date limite de réception : 25 mai 2010

Heure limite de réception : 16 h 00

Le présent C.C.A.P. comporte 8 feuillets et 1 annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1 – Objet et durée du marché
- 1.2 – Lot unique
- 1.3 – Maître d'ouvrage
- 1.4 – Non reconduction du marché – Résiliation du marché

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

- 2.1 – Pièces particulières
- 2.2 – Pièces générales

ARTICLE 3 – PRIX – VARIATION DES PRIX – RÉGLEMENT DES COMPTES

- 3.1 – Les prix
- 3.2 – Variation des prix
- 3.3 – Quantités
- 3.4 – Règlement des comptes
- 3.5 – Avance forfaitaire – Garantie à première demande

ARTICLE 4 – RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

- 4.1 – De la collectivité
- 4.2 – Du prestataire

ARTICLE 5 – PÉNALITES

ARTICLE 6 – ÉLECTION DU DOMICILE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – Objet et durée du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de repas pour le service de restauration scolaire municipale.

Le marché est conclu pour une durée 1 an, à compter de la date de notification du marché, et renouvelable au plus 4 fois (soit 5 ans maximum). Les prestations débuteront à compter de la rentrée scolaire 2010/2011 soit le 2 septembre 2010 et courront jusqu'au dernier jour de classe 2014.

Le détail des prestations à fournir est indiqué dans le C.C.T.P.

La date d'effet du présent contrat est fixée au jour de la rentrée scolaire 2010/2011, soit le 2 septembre 2010 ; le marché est conclu pour 1 an renouvelable 3 fois au maximum (soit 4 ans maxi).

1.2 – Lot unique

Le marché n'est constitué que d'un lot unique, comprenant les repas de la restauration scolaire.

La présente consultation est lancée sans variante et sans option à prix unitaires.

1.3 – Maître d'ouvrage

Le groupement de communes de Ferrière-sur-Beaulieu/Beaulieu-lès-Loches.

1.4 – Non reconduction du marché - Résiliation du marché

1.4.1 - Non reconduction du marché

Le groupement peut, à chaque date anniversaire, ne pas reconduire le marché pour quelque raison que ce soit. Il devra en informer le prestataire au moins 3 mois avant la date anniversaire du marché par courrier en recommandé accusé réception.

1.4.2 – Résiliation aux torts du prestataire

Le marché peut être résilié aux torts du prestataire avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- Sans mise en demeure en cas de carence grave, menace à l'hygiène ou à la sécurité publique lorsqu'il déclare, indépendamment d'un cas reconnu de force majeure, ne pouvoir exécuter ses engagements, lorsqu'il s'est livré à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, lorsque postérieurement à la conclusion du marché, le prestataire a été exclu de toute participation aux marchés publics.
- Après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours à compter de la notification lorsque le prestataire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, notamment en ce qui concerne la production des justifications d'assurance, si les locaux ou matériels confiés au prestataire font l'objet de détérioration ou d'utilisation abusive, lorsqu'il a sous-traité en contrevenant aux dispositions du présent cahier des charges ou lorsqu'il contrevient à la législation ou à la réglementation du travail.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 – Pièces particulières

1. L'acte d'engagement (A.E) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'ouvrage fait seul foi,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi,
3. Le Cahier des Clauses techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi,
4. Le bordereau des prix – et sa composition – annexé au présent C.C.A.P.,
5. Le règlement de la consultation,
6. L'argumentaire permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre,
7. Les différentes pièces, les attestations fiscales et sociales obligatoirement fournies par le candidat à l'occasion de l'appel d'offres.

Les pièces 1, 2, 3 et 4 doivent être datées et signées par l'entreprise.

2.2 – Pièces générales

8. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.) auquel il sera fait référence en tout point non mentionné dans le présent C.C.A.P.,
9. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, auquel il sera fait référence en tout point non mentionné dans le présent C.C.T.P.,
10. L'ensemble des normes françaises,
11. Le Code des Marchés Publics.

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, ce mois est celui qui précède le mois de la remise des offres. Ces documents sont réputés connus de l'entreprise bien que n'étant pas joints au dossier.

ARTICLE 3 – PRIX – VARIATION DES PRIX – RÉGLEMENT DES COMPTES - AVANCES

3.1 – Les prix

Le marché est passé à prix unitaires hors T.V.A..

Restauration scolaire : Une distinction sera faite par catégorie de repas (primaire et maternelle) et apparaîtra dans l'acte d'engagement. Ils sont réputés comprendre toutes les charges afférentes à l'exécution de l'ensemble des prestations demandées, c'est à dire tenant compte :

- Du prix des denrées,
- Du coût du personnel,
- Des frais d'exploitation,
- Des frais administratifs et de gestion,
- De la rémunération de la société.

3.2 – Variation dans les prix

Tous les ans à la date anniversaire du contrat, la formule de révision ci-dessous est employée pour le calcul des prix unitaires des repas.

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \times I/I_0)$$

- P = prix unitaire révisé
- P₀ = prix unitaire en vigueur l'année précédente
- I = valeur de l'indice mensuel du prix des repas dans un restaurant scolaire ou universitaire
- I₀ = valeur du même indice à l'entrée en vigueur du contrat ou lors de la dernière révision des clauses financières

Ces indices sont tirés du bulletin mensuel de la statistique diffusé par l'I.N.S.E.E. et du bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes applicables au premier jour du mois d'établissement des prix.

Au cas où le pourcentage de l'augmentation résultant de l'application de cette formule serait supérieur au pourcentage accordé pour l'encadrement des prix dans le secteur des cantines scolaires, l'augmentation serait limitée à l'encadrement des prix.

Le prestataire fait connaître dès le début juillet, sur les paramètres connus à cette date, les tarifs à appliquer pour la rentrée scolaire suivante en ce qui concerne la restauration scolaire.

3.3 – Quantités

Au regard du nombre d'élèves scolarisés qui peut varier d'une année sur l'autre, le groupement de communes ne peut s'engager sur un nombre ferme de repas à réaliser. Toutefois, le nombre d'élèves concernés peut varier de 75 à 95 repas par jour à la cantine de l'école élémentaire et de 35 à 50 repas par jour à la cantine de l'école maternelle de Beaulieu-lès-Loches et de 40 à 55 repas par jour à la cantine de Ferrière-sur-Beaulieu.

Un point précis sur le nombre de repas servis sur l'année 2009 est détaillé à l'article 1.4 du CCTP.

Ces chiffres sont donnés à titre indicatif et n'engage pas contractuellement le groupement de communes. Aucune réclamation du titulaire ne sera acceptée au regard d'un nombre inférieur ou supérieur de repas à confectionner.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées selon les nombres effectifs de repas commandés par les communes sur lequel seront appliqués les prix unitaires figurant dans l'acte d'engagement et reporté dans l'annexe au présent C.C.A.P..

3.4 – Règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes du marché sont les suivantes : Les comptes sont réglés mensuellement au vu du décompte établi en 3 exemplaires des prestations exécutées le mois précédent et adressé à la Collectivité. Le paiement sera opéré dans les 35 jours suivant la réception de la facture. En cas d'intérêts moratoires, le taux applicable est le taux d'intérêt légal en vigueur.

Le décompte devra distinguer les différents types de repas facturés (Restaurant scolaire – élémentaire et maternelle).

En vue de l'affectation en nantissement du présent marché, en application de l'article 106 du Code des Marchés Publics, il est spécifié que le comptable chargé des paiements est le Receveur Municipal de LOCHES au 12, avenue des Bas Clos, 37600 LOCHES.

Les personnes compétentes pour fournir les renseignements énumérés à l'article 108 du Code des Marchés Publics sont les Maires des communes de Ferrière-sur-Beaulieu et Beaulieu-lès-Loches.

3.5 Avances forfaitaires – Garantie à première demande

En application de l'article 87 du Code des Marchés publics, il peut être versé à l'entreprise retenue une avance forfaitaire de 5 % de la somme annuelle que représentera le marché au regard des prix proposé par le candidat.

Le candidat peut renoncer à cette avance dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera à partir du moment où l'on atteindra 65% du montant global annuel du marché et se terminera lorsque 80 % des prestations seront réalisées.

Le prestataire devra fournir une garantie à première demande correspondant au montant de l'avance forfaitaire si celle-ci est demandée par le candidat dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

4.1 – Du prestataire

Le prestataire fera son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de sa mission. Il sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages résultant de son exploitation. Il lui appartiendra de souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnie(s) les garanties que couvrent ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation. Le prestataire sera assuré de manière à couvrir la responsabilité qu'il peut encourir, notamment en cas d'intoxications alimentaires ou d'empoisonnements pouvant survenir du fait de son exploitation. Le montant des garanties souscrites pour couvrir les risques d'intoxications alimentaires et d'empoisonnements ne pourra être inférieur aux limites usuellement pratiquées sur le marché français de l'assurance.

Il est prévu dans le ou les contrat(s) d'assurance souscrit(s) par le prestataire que :

- Les compagnies d'assurance auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger leurs garanties en conséquence,
- Les compagnies renonceront à tous recours contre la collectivité ou le prestataire, le cas de malveillance excepté,
- Les compagnies ne pourront se prévaloir des dispositions des articles L 113 du code des assurances pour retard de paiement des primes de la part du prestataire que trente jours après la notification à la collectivité de ce défaut de paiement.

Toutes les polices d'assurance devront être communiquées aux collectivités. Chaque année, sans que cette dernière ait à en faire la demande, le prestataire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurance.

Ces prescriptions s'appliquent aux éventuels sous-traitants du prestataire.

ARTICLE 5 – PÉNALITÉS

Le prestataire assure la continuité du service en toute circonstance. En cas d'interruption totale ou partielle, les Collectivités se réservent le droit d'assurer le service par le moyen qu'elles jugent approprié et ce, aux frais et risques du prestataire.

En outre, en cas de défaillance dans la prestation – sauf cas de force majeure, de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable aux Communes – des pénalités seront appliquées au prestataire dans les cas suivants :

- Interruption générale de la prestation,
- Non conformité des repas aux règles en vigueur en matière d'hygiène ou aux prescriptions en matière de nutrition,
- Négligence dans l'entretien du matériel.

Le montant de la pénalité sera déterminé de la manière suivante :

- Dans le premier cas, le service sera assuré par un autre prestataire aux frais du prestataire défaillant ; une pénalité de 30 % sera en outre appliquée sur le montant global de la prestation journalière, et ce par jour de défaillance,
- Dans les trois autres cas, la pénalité sera égale à 30 % du montant global des repas journaliers par jour de carence. La pénalité sera appliquée après mise en demeure adressée au prestataire par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet deux jours après l'envoi de cette mise en demeure, sauf en cas d'urgence ou de risques pour les consommateurs.

ARTICLE 6 – ÉLECTION DU DOMICILE

Pour tous les litiges relatifs à l'exécution ou à la résiliation du présent contrat, il est fait attribution de juridiction au Tribunal Administratif dont dépend la Commune.

ANNEXE

ASSISTANCE TECHNIQUE ET FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES POUR LE SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE

Bordereau de prix à remplir obligatoirement : Coût du repas

	Maternelle	Elémentaire
Frais de denrées		
Coût du personnel		
Frais d'exploitation		
Frais de gestion		
Rémunération		
Coût de repas H.T.		
T.V.A. à 5,50 %		
COUT DE REPAS T.T.C.		